



Deutsch Französische Gesellschaft Baden-Baden e.V
Cercle Franco-Allemand Baden-Baden

Colonne de la DFG

02 Novembre 2023

La chronique d'aujourd'hui ne traite pas des relations franco-allemandes comme d'habitude, mais des relations de la France avec l'Afrique à la lumière des événements actuels.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, la France était, avec la Grande-Bretagne, le pays européen qui comptait le plus de colonies en Afrique. Dans le cadre de la décolonisation, des États indépendants ont émergé sur leurs territoires à partir de 1960 environ, du Sénégal à l'ouest du continent à Madagascar, la plus grande île du sud-est de l'Afrique. En août 1960, 14 États, dont le Togo et le Cameroun, deux anciennes colonies allemandes, étaient devenus indépendants. La majorité de ces États souverains sont situés à l'intérieur ou à la périphérie de la zone du Sahel. À l'exception du Sénégal, qui n'a pas connu de changement de régime violent depuis plus de 60 ans, il y a eu des coups d'État dans tous ces États après l'indépendance, et au total, il y en a eu près de 100 en Afrique au cours des 30 premières années. Cela s'expliquait, entre autres, par le fait que les institutions démocratiques manquaient ou ne fonctionnaient pas, et qu'il n'y avait donc pratiquement aucun mécanisme pour se débarrasser des chefs d'État incompetents ou corrompus, ou du moins pour les amener à faire leur travail pour le bien de l'ensemble et pas seulement pour leurs poches. Ni le pouvoir judiciaire ni les médias n'étaient suffisamment indépendants pour sanctionner ou du moins dénoncer publiquement les fautes, de sorte qu'en dernière instance, l'armée est intervenue. Les organisations régionales qui ont émergé au fil des ans, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou l'Union africaine, sur le modèle de l'UE, ont régulièrement condamné ces coups d'État et, dans certains cas, ont eu recours à des sanctions, voire à des interventions militaires.

Avec le développement croissant de la société civile et l'amélioration constante de la situation économique et sociale dans la plupart des pays africains au cours de la dernière décennie du XXe siècle, le nombre de coups d'État à travers le continent a considérablement diminué ; au cours de la première décennie du XXIe siècle, le plus grand nombre des 54 États indépendants d'Afrique ont été plus ou moins démocratiquement constitués et, dans de nombreux cas, gouvernés démocratiquement ; et malheureusement, pas dans tous les cas, avec pour conséquence que les gens sont de plus en plus déçus par les élites de leurs pays .

En outre, la situation sécuritaire s'est détériorée à partir du milieu des années 2010, ce qui a également contribué à réduire à néant l'évolution positive des deux ou trois dernières décennies. Les fondamentalistes et les terroristes islamistes ont envahi le Mali à partir de la Libye et se sont également répandus au Burkina Faso et au Niger. Le Sahel est devenu un nouveau centre de la terreur islamiste ; le crime organisé et les conflits ethniques ont fait le reste pour paralyser le développement économique et social, déjà menacé par les conséquences du changement climatique et de la croissance démographique exponentielle. Dans les années qui ont suivi, cela a conduit à de nouvelles prises de pouvoir par les militaires : en Guinée et au Tchad en 2021, ainsi qu'au Mali et au Burkina Faso en 2022, qui a été suivie cette année par un coup d'État de la garde présidentielle nigérienne contre le président sortant et légalement élu, et il y a quelques jours au Gabon, où l'armée a annulé la récente élection présidentielle (au cours de laquelle le fils de l'ancien président Bongo a été confirmé dans ses fonctions pour la troisième fois lors d'une élection plutôt douteuse) et a placé le président sortant en résidence surveillée.

Le fait que cela ait été reçu de manière extrêmement positive, parfois même jubilatoire, par les populations touchées était dû, d'une part, au fait que les armées de ces pays ont pu gagner la confiance des citoyens en tant qu'institution neutre de l'État pendant les décennies où il y avait peu de coups d'État, tandis que d'autre part, les élites dirigeantes ont été de plus en plus rejetées en raison de leur incompétence ou d'allégations de corruption, de sorte que l'armée est apparue à beaucoup comme une sorte de sauveur de la nation.

Cependant, la jubilation suscitée par la fin (au moins temporaire) des régimes touchés s'est mêlée à des protestations parfois véhémentes, voire violentes, contre le pays, qui soutient la classe dirigeante de ces pays depuis des décennies : il est en effet remarquable que tous les États touchés par la dernière vague de coups d'État soient d'anciennes colonies françaises, dans lesquelles la France a exercé une influence économique et/ou militaire significative pendant des décennies. La monnaie de la plupart de ces États, le franc CFA d'Afrique de l'Ouest, est garantie par la France. Elle a des intérêts économiques massifs dans la région et s'intéresse donc à la stabilité de la région et donc aussi des régimes, et a stationné des contingents de troupes dans ces pays à cette fin. Au fil des ans, tout cela a été perçu comme un fardeau, parfois humiliant, par une grande partie de la population. Combinée à la négligence des populations par les élites soutenues par la France et aux problèmes économiques croissants et aux bouleversements sociaux, une forte attitude anti-française s'est développée au fil des ans, en particulier parmi la population jeune, qui a blâmé l'ancienne puissance coloniale pour tout et n'importe quoi. Cela s'applique non seulement aux pays du Sahel avec leurs immenses problèmes économiques, mais aussi au Gabon (après 57 ans de règne du clan Bongo), mais se retrouve sous une forme affaiblie même au Sénégal, dont le système traditionnellement relativement démocratique a montré des déficits nettement plus importants ces dernières années.

C'est ce que l'on observe au Niger, qui était jusqu'à présent le principal fournisseur d'uranium nécessaire au fonctionnement des nombreuses centrales nucléaires françaises. C'est notamment pour cette raison qu'il y avait là un important contingent de troupes françaises, qui doit maintenant être retiré

d'ici la fin de l'année. Cependant, le citoyen nigérien moyen a bénéficié presque entièrement des revenus de l'extraction de l'uranium, à l'exception des emplois non sans problème dans les mines d'uranium. Le président démocratiquement élu et tourné vers l'Occident a toujours défendu publiquement la démocratie et l'État de droit, mais de nombreux Nigériens n'en ont pas ressenti dans la pratique. Le fait qu'il ait contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire n'a fait que dissimuler des abus flagrants dans les domaines économique et social, qui lui ont été imputés, ainsi qu'à l'élite francophile qui le soutenait, et donc aussi à la France. À l'échelle du développement humain des Nations Unies, le Niger occupe toujours la 189e place (sur 191 pays répertoriés) : d'où la jubilation du coup d'État et la colère simultanée contre l'influence française dans le pays.

Il reste à voir si les militaires feront mieux cette fois-ci et tiendront leurs promesses. Cependant, les doutes sont permis. Quoi qu'il en soit, la situation sécuritaire au Mali et au Burkina Faso s'est déjà considérablement détériorée sous les régimes militaires, et la situation économique de ces pays est plus mauvaise que jamais. Et la situation au Niger n'est pas différente jusqu'à présent. Les espoirs d'une aide durable de la Russie ou de la Chine risquent d'être vains au vu de leurs intérêts. C'est donc probablement l'Occident qui devra accompagner ces pays sur la voie de la stabilité et de la prospérité. Cependant, cela ne réussira guère avec l'aide au développement qui a été fournie jusqu'à présent. Peut-être que les changements de système dans ces pays, par ailleurs plutôt désagréables, sont aussi l'occasion de repenser la direction d'une véritable coopération entre partenaires souverains sur un « pied d'égalité » pour la croissance et la prospérité. Cela vaut non seulement pour le Sahel, mais aussi pour l'Afrique en général. La France, comme nous, doit s'y intéresser par intérêt bien compris. Le fait que le président fédéral et le chancelier fédéral ainsi qu'une ministre fédérale se soient récemment rendus dans les trois régions d'Afrique, presque en même temps, montre que cela se ressent également dans notre pays.

Dr. Rainald Steck, Vice-Président

Traduction par Claire Goldammer

Colonne No. 9

